

REGLEMENT INTERIEUR DE L'ENVS

Approuvé par le CTEP le 4 juillet 2014

Validé au CA de l'ENVS le 28 novembre 2014

Approuvé au CTEP le 4 juin 2020

Validé par le Conseil d'Administration de l'ENVS le 11 juin 2020

PREAMBULE

L'Ecole Nationale de Voile et des Sports Nautiques (ENVS), établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministre des sports, développe trois missions principales au titre des articles D.211-36 à D.211-52 du code du sport :

- La formation des acteurs et professionnels de la voile, de la plaisance et du nautisme dans les domaines de l'animation, de l'entraînement, du développement sportif et de la gestion des structures nautiques,
- L'accompagnement et le soutien des politiques sportives des fédérations de la voile et des sports nautiques : accueil et entraînement des équipes de France, détection des jeunes, préparation des grandes échéances, entraînement des ligues régionales,
- Le centre de ressources techniques, scientifiques, pédagogiques et juridiques pour la pratique de la voile et des sports nautiques pour les professionnels du nautisme, et une mission de recherche appliquée aux domaines de la performance sportive, de la sécurisation des pratiquants et des pratiques nautiques et de l'ingénierie de formation.

Elle concourt à la promotion socio-éducative du sport, qui doit être une école de la discipline personnelle, du développement de la santé, du respect des autres et de la nature, au service de la réussite individuelle et collective.

Le respect du règlement intérieur participe à cet objectif.

Toute personne entrant à l'ENVS est tenue de se conformer aux dispositions du présent règlement dont elle est réputée avoir pris connaissance, avoir accepté et s'être engagée sur l'honneur à le respecter. Est considéré comme usager toute personne utilisant les installations de l'ENVS, qu'elle soit sportive de haut niveau, stagiaire de la formation professionnelle, participant à un stage ou à une manifestation ou activité organisée par l'ENVS ou par un tiers dûment autorisé, personnel de l'établissement, intervenant extérieur, prestataire ou collaborateur du service public, équipes techniques des structures de haut niveau, ou visiteur autorisé.

En cas de divergences d'interprétation du présent règlement intérieur, le directeur de l'ENVS arbitre et prend les mesures nécessaires.

Le présent règlement intérieur et ses annexes, ne peuvent être modifiés que par une délibération votée par le Conseil d'administration.

Le présent règlement intérieur comprend :

- Des dispositions générales
- Des annexes :
 1. Plan de l'établissement
 2. Règlement des formations professionnelles
 3. Dispositif de sécurité et d'intervention et cartes des zones de navigation
 4. Règlement relatif à l'utilisation de la salle de sport de l'ENVS

DISPOSITIONS GENERALES

Les présentes dispositions concernent l'ensemble des publics qui fréquentent l'ENVSN.

1 Règles de vie collective

1.1 Respect des biens et des personnes

Chaque usager devra :

- Respecter les personnels et les autres usagers,
- Respecter les locaux, les équipements et le matériel de l'établissement ainsi que leur implantation. Toute dégradation dûment constatée sera facturée au coût du remplacement.
- Respecter les horaires.
- Porter une tenue décente et propre dans les locaux communs.

Toute atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes, ainsi qu'à leurs biens et à ceux de l'établissement est l'objet de mesure de sanction à l'encontre de leurs auteurs. Toute forme de bizutage et toute forme de violence sexuelle sont interdites. Ils sont soumis à sanctions par une exclusion immédiate, indépendamment des poursuites pénales.

1.2 Circulation dans l'enceinte de l'ENVSN

1.2.1 Accès piétons

L'accès à l'établissement est strictement réservé aux personnels et usagers. Cependant, comme prévu par arrêté préfectoral en date du 16 juin 1994, le public peut utiliser le sentier du littoral et le chemin de servitude perpendiculaire permettant l'accès au domaine public maritime. Le tracé du sentier côtier et du chemin de servitude figure sur les panneaux d'information placés à chaque entrée du site, une copie de cette information figure en annexe n°1 du présent règlement.

1.2.2 Accès et stationnement des véhicules

L'établissement est une zone piétonne. Le stationnement des véhicules des visiteurs se fait sur les parkings extérieurs ou sur le parking situé à droite de l'entrée principale.

Les personnels et exceptionnellement certains stagiaires sont autorisés à pénétrer avec leur véhicule dans le reste de l'établissement.

La circulation au sein de l'établissement est uniquement tolérée pour se rendre aux places de parking ou pour effectuer des livraisons. Le stationnement n'est autorisé que sur les lieux réservés à cet effet.

La vitesse est limitée à 10 km/h. La circulation se fait dans le respect du code de la route et d'une priorité absolue aux piétons.

Le stationnement des véhicules dans l'enceinte de l'ENVSN est réservé aux usagers et limité aux parkings destinés à cet effet. Le stationnement des « véhicules habités » la nuit doit se faire sur les espaces réservés à cet effet après signature du devis attestant l'accord de l'établissement. Le service accueil désigne les emplacements à occuper.

1.3 La sécurité

En cas d'incident, d'accident ou de maladie, les consignes de sécurité doivent être respectées et le service accueil, le personnel de permanence technique et l'administrateur d'astreinte doivent être immédiatement informés.

L'hébergement pourra être refusé pour des raisons de sécurité ou d'organisation interne à l'établissement.

En cas de sonnerie du système d'alarme incendie, l'évacuation du bâtiment est immédiate, à destination du point de rassemblement situé sur le terrain de basket.

En aucun cas l'ENVSN ne pourra être tenue pour responsable des vols ou dégradations commis en son sein sur des biens personnels. Chacun devra veiller à verrouiller la porte de sa chambre et cadenasser les casiers utilisés. Les stagiaires éviteront d'entreposer de l'argent ou des objets de valeur. Les stagiaires sont invités à vérifier que leur contrat d'assurance contre le vol comporte une clause les couvrant lors de leur séjour à l'ENVSN.

Pour des raisons de sécurité, l'affectation dans les chambres est centralisée par le service accueil. Les éventuels changements de chambre ne peuvent être entrepris qu'après accord du service accueil qui tient à jour le plan d'occupation des locaux. Pour des raisons de sécurité, d'urgence technique ou d'entretien, l'administration pourra pénétrer dans les chambres à tout moment.

En dehors des périodes d'ouverture, un personnel d'astreinte peut être prévenu selon des modalités affichées dans chacun des bâtiments.

1.4 Hébergement – Hygiène

L'accès aux hébergements de personnes non logées au sein de l'établissement est strictement interdit.

Il est interdit d'utiliser des réchauds ou des appareils électriques dans les chambres.

Un usage normal permettra de respecter les conditions de propreté et d'ordre dans les chambres : lit fait, linge et sacs rangés pour faciliter le passage de l'entretien.

Les draps et housses de couette sont fournis et leur usage est obligatoire.

Le calme sera observé dans les hébergements : le silence doit être absolu entre 22h00 et 7h00. L'usage des appareils musicaux est toléré dans la mesure où ils ne gênent pas le travail et le repos des autres stagiaires.

Les rassemblements et réunions ne sont pas autorisés dans les chambres. A la demande des usagers, des salles peuvent être mises à disposition.

Les chambres devront être libérées à l'heure indiquée par le personnel de service ou d'accueil ou sur les programmes de stage.

Le stockage de boissons (hormis l'eau) et de nourriture est interdit dans les chambres. Les agents de ménage ont pour consigne de ramasser et de jeter les boissons ou aliments qu'ils y trouveraient.

L'introduction d'alcool est formellement interdite dans l'enceinte de l'établissement. La consommation d'alcool est limitée aux boissons servies aux personnes majeures, au restaurant ou à la cafétéria. Toute infraction à ces principes est constitutive d'une faute grave.

L'établissement est non-fumeur. Il est totalement interdit de fumer dans tout l'établissement, à l'exception des deux abris aménagés à l'extérieur des bâtiments.

L'introduction des animaux est interdite dans tous les bâtiments sauf autorisation spéciale notamment pour l'accompagnement des personnes handicapées. Elle est tolérée dans les espaces extérieurs sous réserve que les animaux soient tenus en laisse.

1.5 Les conditions de vie

La vie en collectivité impose l'application de consignes élémentaires et de bon sens, notamment :

- Un comportement sobre et adapté.
- Le rangement des salles de cours et des lieux communs
- Le stockage du matériel technique, notamment des combinaisons néoprène, dans les séchoirs et vestiaires prévus à cet effet, à l'exclusion des chambres
- L'interdiction de circuler dans les espaces communs avec des équipements susceptibles d'engendrer des dégradations des sols et murs
- L'interdiction de recevoir des visites dans les chambres et dans les locaux communs. Les visiteurs sont reçus à la cafétéria ou dans les salles de réunion.
- Le respect des conditions d'utilisation des parkings précisées (selon les panneaux d'affichage et le plan de l'établissement)
- La remise des objets trouvés à l'accueil
- L'interdiction des pratiques commerciales ou para commerciales dans les locaux et espaces extérieurs de l'ENVS, sauf autorisation spéciale accordée par le Directeur.
- Les matériels remis aux usagers (clefs, cartes de restauration, matériels techniques et pédagogiques...) ne sont pas transmissibles et pourront être facturés en cas de perte ou de dégradation.

1.6 La restauration

Les horaires sont les suivants :

- Petit-déjeuner : de 7h45 à 9h00
- Déjeuner : de 12h00 à 13h00
- Dîner : de 19h00 à 20h00.

Ces horaires peuvent être décalés sur demande dans certaines circonstances (stages sportifs notamment).

L'amplitude horaire peut être allongée jusqu'à 13h30 pour le déjeuner et le dîner pendant les stages d'entraînement dédiés à la pratique de haut niveau.

Les demandes particulières concernant :

- Les sachets repas feront l'objet d'une demande spécifique auprès du service Accueil au moins une semaine à l'avance
- Les régimes alimentaires pourront être étudiés sous réserve d'une demande spécifique au moment de l'inscription.

Les usagers de l'ENVS veilleront à se présenter dans une tenue décente et propre (pieds nus interdits...)

Le repas est délivré selon les réservations effectuées auprès du secrétariat ou du service accueil.
A la fin du repas, les usagers du restaurant, rangeront leur plateau et leur vaisselle dans les paniers mis à leur disposition.
Les couverts, notamment les verres et petites cuillères, ne doivent pas sortir du restaurant.

1.7 Comportement écoresponsable

Les économies d'énergie sont souvent le résultat de l'addition de bonnes habitudes :

- Chauffage : baisser la température de la chambre en la quittant ; fermer portes et fenêtre quand le chauffage fonctionne.
- Electricité : éteindre les éclairages ou appareils non utilisés et signaler tout dysfonctionnement.
- Eau : limiter la consommation d'eau en privilégiant des douches rapides et en signalant toutes fuites à l'accueil.
- Déchets : utiliser les poubelles de l'établissement, les containers spécialisés (verre, bac jaune) et dans les bureaux les boîtes destinées à la collecte des papiers.

Les économies d'énergie réalisées sont réinvesties dans la rénovation et la maintenance de l'établissement.

1.8 Accueil des stages et séjours

Les stages et séjours sont réservés à l'avance auprès du service accueil.

Afin de permettre une traçabilité des réservations, les demandeurs devront impérativement faire une demande écrite en passant par le formulaire en ligne accessible à partir du site web de l'établissement.

Un devis est établi et doit être renvoyé dans le délai indiqué, signé. Toute annulation partielle ou totale est soumise aux conditions générales jointes au devis.

- Chaque responsable de groupe doit :
 - procéder à une pré-réservation en ligne,
 - valider la réservation par la signature du devis établi et verser l'acompte demandé
 - communiquer au service concerné, avant le début du stage, la liste des stagiaires
 - aucune priorité n'est donnée à l'accès des chambres de Croisière,
 - dans la mesure du possible, acquitter sa facture sur place.
- Chaque stagiaire individuel doit :
 - procéder à une pré-réservation en ligne et prendre contact avec le service concerné, avant le début du stage, pour réserver ses nuitées et ses repas
 - valider la réservation par la signature du devis établi et verser l'acompte demandé
 - acquitter sa facture sur place, pour pouvoir accéder à son hébergement et à la restauration

Les cadres sont responsables de la surveillance des mineurs et du comportement des membres de leur groupe au sein de l'établissement comme dans les activités extérieures. Ils leur communiquent ce règlement intérieur.

S'agissant des mineurs, les responsables de groupe ont l'obligation de loger à proximité immédiate de leur groupe et assurent une surveillance effective.

Toute anomalie dans les locaux d'hébergement doit être signalée au service accueil dès qu'elle est constatée.

Les chambres devront être libérées le matin à 9 heures.

Les clés des chambres et les cartes de restauration doivent être remises au moment du départ dans la boîte aux lettres située dans le sas du bâtiment administration.

Les clés, cartes de restauration, transpondeurs ou lunch boxes non restitués ou dégradés entraîneront une facturation supplémentaire selon les tarifs approuvés par le conseil d'administration.

1.9 Accueil des sportifs de haut niveau

Dans la perspective de la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques, le dispositif « *Grand INSEP* » comporte un objectif stratégique majeur en vue d'accompagner les sportifs dans les meilleures conditions possibles, depuis leur détection et leur perfectionnement jusqu'à la plus haute performance.

Les prestations proposées par l'ENVSN et dédiées aux sportifs de haut niveau identifiés soit par le *Pass Grand INSEP* soit par l'appartenance à un groupe de préparation validé par la fédération concernée sont les suivantes :

- hébergement offert pour la personne responsable de la surveillance des sportifs mineurs logés sur site,
- amplitude horaire allongée jusqu'à 13h30 pour le déjeuner et le dîner pendant les stages d'entraînement organisés sur site,
- permanence de l'accueil des sportifs sur site assurée par le service accueil pendant ses heures d'ouverture et par l'administrateur d'astreinte en dehors des heures d'ouverture du service accueil,

- priorité de réservation de la salle médicale, de la salle de musculation, du sauna, de l'espace de repos, de l'espace dédié au suivi psychologique, à la préparation mentale et au coaching, des installations sportives, logistiques et nautiques ainsi que des séances de soins et de récupération proposées par la Thalassothérapie de Quiberon pendant les séjours sur site.

1.10 Les services

Un affichage précise les horaires d'ouverture des portes, les horaires de fonctionnement du service accueil, les modalités d'appel du personnel de permanence technique et de l'administrateur d'astreinte en dehors des heures d'ouverture.

L'ENVSN permet un accès libre et gratuit à internet, dans les conditions normales d'utilisation et d'accès aux sites. Les utilisateurs sont avertis de l'existence d'un dispositif permettant la traçabilité des connexions.

Des espaces détente sont à la disposition des stagiaires aux heures de loisirs. Des soirées « activités de loisirs » peuvent être organisées par les stagiaires après entente avec l'administration de l'école.

L'ENVSN permet un accès à divers services (centre de documentation, salle informatique, vestiaires, salle de musculation, sauna), selon les conditions affichées sur la porte de ces locaux. Ces services sont réservés aux usagers et personnels de l'ENVSN.

1.11 Prise de photographies et d'images vidéo

Les usagers de l'ENVSN acceptent la prise de photographies et d'images vidéo dans le cadre des activités de l'établissement, à terre ou sur l'eau. Leur diffusion sera limitée aux usages de promotion ou d'information de l'ENVSN.

2 Procédure Disciplinaire

2.1 Les principes

En matière disciplinaire, tous les usagers de l'ENVSN relèvent des dispositions du présent règlement. Les agents de l'établissement relèvent exclusivement des dispositions du statut général des fonctionnaires de l'État, et des dispositions des articles 43 et 44 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 pour les non titulaires.

La procédure disciplinaire s'applique dans le respect des principes généraux du droit :

- Le principe de la légalité de la procédure et des mesures : aucune autre sanction que celles fixées par le présent règlement intérieur ne peut être infligée. Les sanctions sont prononcées dans les conditions de procédure que le règlement a fixée. Elles ne sauraient avoir d'effet rétroactif. Elles peuvent faire l'objet d'un recours administratif interne et d'un recours devant le tribunal administratif.
- Le principe du contradictoire : la sanction doit se fonder sur des éléments de preuve. La personne incriminée doit pouvoir s'expliquer et ses droits à la défense doivent être respectés.
- Le principe de la proportionnalité des sanctions en fonction de l'importance du manquement à la règle.
- Le principe de l'individualisation des sanctions : la sanction est individuelle, elle ne peut en aucun cas être collective.

2.2 La discipline

Par délégation permanente du Directeur ou de son représentant, les cadres de l'établissement font appliquer le règlement intérieur dans leur domaine d'activité.

Tout manquement au règlement intérieur de l'établissement peut donner lieu à la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire et/ou de poursuites appropriées.

Toute violence physique ou morale sur les personnes et toute dégradation commise sur les biens dans l'établissement, comme à l'extérieur de l'établissement (en rapport avec les activités de l'ENVSN), peuvent faire l'objet de poursuites disciplinaires.

La procédure disciplinaire n'est pas exclusive d'une éventuelle saisine de la justice, ni d'une action disciplinaire de la fédération sportive auprès de laquelle le sportif ou le stagiaire est licencié.

Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie du COVID 19, tous agents, stagiaires et usagers doivent respecter strictement les mesures de prévention sanitaire validées par le conseil d'administration en date du 11 juin 2020 et particulièrement :

- se laver les mains dès son arrivée sur le site de l'ENVSN et très régulièrement (toutes les heures),
- tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir,
- utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter,
- respecter un mètre de distance avec ses interlocuteurs
- saluer sans se serrer la main, éviter les embrassades,
- généraliser l'usage obligatoire de masques pour les stagiaires et les agents de l'établissement lors de déplacement en transports publics pour se rendre sur le site de l'ENVSN.

2.3 Le conseil de discipline

Un conseil de discipline est institué à l'ENVSN. Le pouvoir disciplinaire est exercé par le Directeur de l'ENVSN, après avis du conseil de discipline. Le Directeur ou son représentant prononce et fait exécuter les sanctions à l'égard du sportif ou du stagiaire concerné.

En cas de nécessité avérée, le Directeur peut interdire à titre conservatoire l'accès de l'établissement à un sportif ou à un stagiaire jusqu'à sa comparution devant le conseil de discipline. S'il est mineur, l'enfant est remis à sa famille ou à la personne qui exerce à son égard l'autorité parentale ou la tutelle.

Le conseil de discipline est composé :

- du Directeur de l'établissement, présidente du conseil ;
- de trois autres membres de l'encadrement désignés par le Directeur ;
- pour les sportifs de haut niveau, d'un représentant de la fédération concernée ;
- d'un représentant des stagiaires choisi par l'intéressé(e).

Des membres suppléants en nombre égal aux membres titulaires sont désignés dans les mêmes conditions que ces derniers. Ils ne peuvent siéger qu'en l'absence des membres titulaires. En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur, un directeur adjoint siège en qualité de président du conseil de discipline.

2.4 Les sanctions

Les sanctions disciplinaires pouvant être prononcées à l'encontre des usagers présents à l'ENVSN en qualité de permanents ou de stagiaires sont :

- l'avertissement,
- le blâme,
- l'exclusion temporaire de l'établissement,
- l'exclusion définitive de l'établissement.

L'exclusion temporaire peut être assortie d'un sursis partiel ou total et l'exclusion définitive d'un sursis total. Sauf explicitation expresse dans la première sanction, la récidive n'annule pas le sursis, elle doit donner lieu à une nouvelle procédure disciplinaire.

2.5 La procédure disciplinaire

Le Directeur ou son représentant adresse par courrier recommandé avec accusé de réception une convocation à l'usager en cause, ou à son représentant légal s'il est mineur, au moins huit jours avant le déroulement du conseil. Ce courrier précise la date, l'heure et le lieu du conseil et les faits qui lui sont reprochés. Il l'informe également qu'il peut consulter son dossier et qu'il pourra, lors de ce conseil, se faire accompagner ou représenter par une personne de son choix et produire des témoins.

Le Directeur ou son représentant saisit le conseil de discipline dans les mêmes formes. Il convoque ses membres par courrier recommandé avec accusé de réception, et les informe des faits reprochés à la personne mise en cause.

Le conseil de discipline ne peut valablement siéger que si le nombre de membres présents est au moins égal aux deux tiers des membres qui le composent. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil de discipline est convoqué pour une nouvelle réunion qui doit se tenir dans un délai minimum de huit jours et maximum de quinze jours. Il délibère alors valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Les débats ne sont pas publics.

Pendant les débats, la personne mise en cause ou son défenseur peuvent demander à tout moment au président d'intervenir. Après toutes les interventions au débat, le président doit inviter cette personne à présenter ses ultimes observations avant que le conseil ne commence à délibérer. Le délibéré se déroule à huis clos, hors la présence de la personne mise en cause et de son défenseur.

La décision du conseil est prise en séance en présence des seuls membres ayant voix délibérative. Tous les votes interviennent à bulletins secrets, à la majorité des suffrages exprimés. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls ne sont pas comptés. Les membres du conseil de discipline ayant pris part aux délibérations sont soumis à l'obligation de secret.

Le Directeur peut communiquer à l'issue du conseil, à la personne incriminée, la décision du conseil de discipline. Cette décision lui est notifiée par courrier adressé en recommandé avec accusé de réception. Ce courrier précise les faits reprochés qui ont conduit à la comparution, la sanction prononcée ainsi que sa motivation en droit et en fait. Il indique également les voies et délais de recours que la personne sanctionnée peut exercer contre la sanction prononcée.

Le procès-verbal du conseil de discipline mentionne les noms du président, du secrétaire de séance, des membres du conseil et des autres personnes qui ont assisté aux débats. Il rappelle succinctement les griefs évoqués à l'encontre de la personne en cause, les arguments avancés en défense et la décision rendue par le conseil après délibération.

Les sanctions prononcées par le conseil sont publiées par voie d'affichage à l'intérieur de l'établissement.

ANNEXE n°1 :

Plan de l'ENVSN - servitude continuité du sentier littoral et d'accès perpendiculaire au domaine public maritime



ANNEXE n°2 :

Règlement des formations à l'Ecole Nationale de Voile et des Sports Nautiques

Dans le cadre de la formation, l'ENVSN organise :

- Des formations professionnelles initiales notamment par les voies de l'apprentissage, du dispositif PARCOUSUP
- Des formations professionnelles continues ou par blocs de compétences
- L'accompagnement de la validation des acquis de l'expérience (VAE)
- Les bilans de compétences
- Des formations généralistes et sans prérequis

Les présentes dispositions concernent tous les stagiaires admis en formation dispensée par l'ENVSN.

Les dispositions générales concernant les usagers de l'ENVSN (1.1 Règles de vie collective, 1.2 Procédure disciplinaire) et le cas échéant le Dispositif de Surveillance et d'Intervention (DSI), sont applicables à ces stagiaires.

Des dispositions particulières leur sont également applicables conformément aux articles R6352-3 à 8 et R6352-13 à 15 du code du travail.

Les stagiaires sont également soumis à l'obligation de respecter le règlement intérieur de chacune des structures fréquentées dans le cadre de leur parcours de formation.

1 Admission en formation

Les stagiaires sont admis en formation après réussite, le cas échéant, aux épreuves d'entrée propres à chacune des formations dispensées par l'ENVSN (voir offre de formation accessible à partir du site internet).

Le cas échéant, une commission de sélection est mise en place par le Directeur de l'ENVSN ou son représentant. Elle définit les critères de sélection évalue les candidats sur dossier et le cas échéant sur la base d'épreuves spécifiques. Pour les formations sportives les sélections sont en référence aux articles du code du sport D. 212-27-1, D. 212-43-1, D. 212-59- ainsi qu'au décret du 10 novembre 2022 relatif à la sélection complémentaire. La commission de sélection prononce les admissions.

Il est précisé que tout stagiaire selon l'article L. 212-11 du code du sport, doit faire une déclaration sur le site EAPS afin de garantir aux pratiquants comme aux employeurs, qu'il satisfait aux obligations d'honorabilité et qu'il sera en mesure d'obtenir une carte professionnelle après la réussite aux EPMS.

Conformément au code du travail, les stagiaires qui acceptent le bénéfice de leur admission en formation professionnelle signent un contrat individuel ou une convention de formation. Le coût et les modalités de paiement des frais de formation y sont précisés. Le cas échéant le contrat ou la convention peut être modifié par un ou des avenants. Le contrat est complété par une ou des convention(s) de stage en situation professionnelle.

Il n'y a pas d'entrée en formation sans signature préalable d'un contrat ou d'une convention avec l'établissement.

L'établissement se réserve la possibilité de ne pas accepter en formation les candidats supplémentaires demandant des compléments de validation dans la mesure où l'intégration détériorerait la qualité pédagogique desdites formations.

Les résultats aux épreuves d'entrées ainsi que la liste des candidats retenus pour une formation seront communiqués par voie d'affichage dans les locaux de l'établissement ainsi que, lorsque cela est possible, sur le site internet.

2 Représentation des stagiaires

Le code du travail précise que, pour les stages de formation professionnelle d'une durée supérieure à cinq cents heures, les stagiaires doivent pouvoir être représentés au cours de leur formation.

Dès leur entrée en formation, les stagiaires sont tous électeurs et éligibles à la représentation de leur promotion.

Un délégué et son suppléant sont élus pour la durée de chaque formation afin de représenter les autres stagiaires de leur promotion auprès du coordonnateur, du directeur adjoint chargé de la mission formation et du Directeur de l'ENVSN, notamment à l'occasion des bilans pédagogiques, ou auprès du conseil de discipline.

3 Horaires, assiduité, ponctualité, comportement

Les stagiaires doivent être présents et ponctuels à l'ensemble des séquences pédagogiques et des stages en alternance en entreprise prévus dans le plan individuel de formation. Ils sont tenus d'émarger à chaque demi-journée de présence. Le formateur ou le tuteur vise cet émargement. Le non-respect de ces procédures et les absences entraînent les mesures financières prévues au contrat ou à la convention de formation.

Dans le cadre de séquences pratiques, en cas d'impossibilité sportive médicalement constatée mais qui n'entraîne pas d'incapacité de travail, la présence du stagiaire comme observateur demeure obligatoire.

En cas d'absence non justifiée ou de retards répétés, les formateurs ont la possibilité de refuser l'accès du stagiaire à la séquence de formation.

Les absences répétées non justifiées par un cas de force majeure (constatées par l'ENVSN ou prévues par les conditions générales de vente) seront sanctionnées conformément à l'article 1.2 Procédure disciplinaire du présent règlement.

Lorsqu'un stagiaire ne satisfait pas aux exigences de déroulement ou de protocole de la formation (assiduité, restitution de travaux, évaluations formatives et devoirs ...) ceci peut entraîner la non-validation d'unités ou l'impossibilité de se présenter aux épreuves d'évaluation ou de certification.

Il est précisé que les stagiaires peuvent prétendre à deux

sessions d'épreuves de certifications leur permettant en cas d'empêchement ou de niveaux insuffisant à l'occasion de la première session de se représenter à la deuxième.

En cas d'absence à la session 1, le stagiaire pourra se présenter à la session 2. En cas de force majeure pour son absence en session 1, la session 2 sera pour lui une session 1 et il aura en cas de non validation, la possibilité de se présenter à une autre session.

Un stagiaire ou un candidat à l'une des formations de l'établissement qui ne respecte pas les modalités prévues pour les épreuves et évaluations (triche caractérisée, copie, plagiat...) encourt une sanction déterminée conformément à l'article 1.2 Procédure disciplinaire du présent règlement.

L'autorisation ou l'interdiction de l'utilisation de tout support de communication (téléphone, ordinateur, smartphone, tablette, ...) par les stagiaires durant les séquences pédagogiques et les évaluations est laissée à la libre appréciation du formateur. Avant la saisie de la commission de discipline une instance de conciliation pourra être mise en place à la demande d'un des membres de l'équipe pédagogique.

4 Exclusion d'une formation professionnelle

4.1 Inaptitude théorique ou pratique au cours de la scolarité

Après avis du comité de pilotage (constitué du Directeur adjoint chargé de la mission formation, du coordonnateur de la formation concernée et des pilotes d'UF), le Directeur de l'ENVSN peut décider d'une exclusion définitive. Celle-ci est notifiée au stagiaire par courrier. Le stagiaire dispose de cinq jours pour présenter ses observations par écrit. Il peut demander à être entendu par le comité de pilotage, et à être accompagné par le représentant de sa formation. Un procès-verbal, mentionnant le compte rendu de l'entretien, est signé par les personnes présentes, dont le stagiaire. Si le stagiaire est absent ou refuse de signer le PV, l'exclusion peut être prononcée dans les formes prévues ci-dessous à l'article 4.3.

4.2 Faute grave pour motif disciplinaire ou dangerosité

La procédure se déroule conformément à l'article 1.2.5. du règlement intérieur de l'ENVSN.

4.3 Décision d'exclusion

Si une décision d'exclusion est prise, un courrier (RAR) dûment motivé est envoyé à l'intéressé. Ce courrier mentionne le délai (deux mois à réception de la notification d'exclusion) et les voies de recours :

- recours gracieux auprès du Directeur de l'ENVSN
- recours hiérarchique auprès du DRAJES
- recours contentieux auprès du Président du Tribunal administratif.

5 Règles spécifiques à l'apprentissage

5.1 Application de la réglementation spécifique à l'apprentissage

En sus des articles précités des dispositions particulières sont également applicables en application des articles L6221-1 à L6226-1 du code du travail.

5.2 Ouvertures de sessions à l'apprentissage

Le Directeur de l'ENVSN décide de l'ouverture de sessions de formations à l'apprentissage et du nombre de places ouvertes pour chaque session de formation.

6 Règles spécifiques à Parcoursup

6.1 Application de la réglementation spécifique à Parcoursup

L'entrée en formation par la voie de Parcoursup est soumise aux conditions définies chaque année par les ministères compétents.

6.2 Ouvertures de sessions à la voie Parcoursup

Le Directeur de l'ENVSN décide annuellement des sessions de formations qui seront proposées à l'ouverture par la voie Parcoursup et pour chaque formation, le nombre de places maximales ouvertes par cette voie. L'ouverture de sessions de formation à la voie Parcoursup et le nombre de places attribuées est défini par le ministère des sports après harmonisation.

6.3 Admission par la voie Parcoursup

Une commission d'examen des vœux est installée par le Directeur de l'ENVSN. Sa composition peut être adaptée chaque année en fonction des disciplines ouvertes. Cette commission définira les modalités et les critères d'examen des candidatures et proposera le classement de ces candidatures au chef d'établissement (avec liste d'attente quand les candidatures excèdent la capacité d'accueil).

Les critères de sélection sont définis :

- en référence aux articles du code du sport D. 212-27-1, D. 212-43-1, D. 212-59-1
- pour intégrer des candidats ayant le profil permettant d'obtenir le diplôme à l'issue du parcours de formation proposé par l'ENVSN

6.4 Financement et tarif de formation pour les candidats issus de la voie Parcoursup

Pour les stagiaires issues de la voie Parcoursup les parcours individuels sont financés de façon forfaitaire par le ministère des sports et non selon le tarif horaire de chaque formation.

Des frais d'inscription spécifiques à l'accès de stagiaires par la voie Parcoursup sont définis dans les tarifs de l'ENVSN votés annuellement. Les frais de dossier communs aux formations professionnelles initiales ne sont pas appliqués. Les candidats boursiers sont dispensés du paiement de ces frais d'inscription.

ANNEXE n°3 :

Dispositif de Surveillance et d'Intervention (DSI) de l'ENVSN

Le présent dispositif de surveillance et d'intervention (DSI ENVSN) remplace le règlement des activités nautiques de l'ENVSN (RAN ENVSN) à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 1 : Présentation

Le présent règlement s'impose aux personnes utilisant la plateforme nautique de l'établissement et complète le règlement intérieur.

Article 2 : Activités autonomes

Toute navigation au départ du site de l'ENVSN, qui ne serait pas organisée directement et encadrée ou conventionnée par l'ENVSN, ne fait pas partie du dispositif de surveillance et d'intervention. En ce sens, l'équipement des bateaux et des navigants doit être conforme à la législation en vigueur.

Article 3 : Embarcations et de leurs armements

La vérification à chaque usage d'une embarcation est de la responsabilité de tout utilisateur ; l'état et l'équipement doit correspondre au programme de navigation envisagé.

Article 4 : Information de sortie et retour

Les encadrants doivent émarger au moyen d'un cahier mis à disposition à la réception du service technique ou à l'extérieur sur le tableau d'affichage météo.

Ce cahier d'émargement sera à compléter avant et après chaque navigation.

Article 5 : Port d'un équipement de flottabilité individuelle et de protection

Le port d'équipement de flottabilité individuel (EFI ou combinaison portée) est obligatoire sur les embarcations des stagiaires. Des équipements complémentaires peuvent être demandés par l'encadrant responsable du stage.

Pour tous les personnels encadrant à bord des bateaux à moteur, un équipement de Flottabilité Individuelle est obligatoire.

Article 6 : Responsables techniques qualifiés (RTQ)

Tout encadrant de l'établissement dans le cadre de l'organisation et de la tenue des séances nautiques dont il a la charge et tout encadrant extérieur à l'établissement pouvant justifier de sa qualification sont reconnus « responsable technique qualifié ».

A ce titre, il a pour mission :

- De respecter et de faire respecter les dispositions relatives au présent DSI, notamment
 - d'assurer une veille VHF sur le canal 6
 - de signaler les sorties en mer tel que prévu dans l'article 4 et 9

Les contrôles périodiques du matériel fourni par l'ENVSN sont assurés par un RTQ du service technique.

Article 7 : Zone de navigation (voir annexes)

Les bassins et zones de navigation de l'ENVSN sont définis selon les cartes jointes en annexes.

Article 8 : Moyens de communication

Tout encadrement d'activités nautiques nécessite l'utilisation d'un poste VHF portable ou fixe.

Une veille à terre, sera effectuée sur le **canal 6** de 9 à 17 Heures les jours ouvrables. Une extension de ses horaires est à demander au préalable au responsable du service technique.

Article 9 : Bateaux accompagnateurs

Tout utilisateur de bateaux à moteur de sécurité de l'ENVSN doit porter une attention particulière aux embarcations confiées. A ce titre, il veille :

- à vérifier l'équipement lors de la prise en main de l'équipement du bateau et en particulier le contenu du bidon de sécurité ;
- à informer le service technique en cas d'équipement incomplet
- à se conformer aux instructions du service technique concernant l'utilisation de ces embarcations (régime moteur, rangement des équipements...) ;
- à procéder au remplissage du réservoir d'usage (et de celui de secours le cas échéant) à chaque remise du bateau sécurité, grâce au badge qui lui a été remis et correspondant à l'action.

Article 10 : Météorologie, marée et heure légale du lever et coucher du soleil.

Toute personne se rendant sur l'eau doit s'informer préalablement de la situation et des prévisions météorologiques et des marées par tous les moyens qu'elle juge appropriés.

Un bulletin météo et des annuaires de marée sont affichés chaque jour ouvré à l'ENVSN dans la mesure du possible sur le tableau d'affichage service technique.

Article 11 : Procédure de sécurité et d'intervention

Les postes téléphoniques, les défibrillateurs et matériel de premiers secours sont situés au Point Premier Secours à la réception du service technique. Des fiches mémo sont épinglées sur le tableau d'affichage, dans chaque bidon d'armement et sur chaque embarcation de sécurité :

APPELS D'URGENCE PAR VHF EN PRIORITE

TYPE DE PROBLEME	Etape 1 VHF	Etape 2 TEL PORTABLE
PROBLEME VITAL OU SUSCEPTIBLE DE L'ETRE	Appel CROSSA VHF 16 « MAYDAY » puis appel ENVSN en VHF 6	appel ENVSN (si possible) Permanence technique
PROBLEME URGENT NECESSITANT UNE ASSISTANCE EXTERIEURE	Appel ENVSN VHF 6 ou Appel CROSSA VHF 16 « PAN PAN »	puis relais appel ENVSN Permanence technique
PROBLEME DONT LE CARACTERE NON URGENT EST CERTAIN	Appel ENVSN VHF	Ou Appel ENVSN Permanence technique

URGENCE PAR TELEPHONE

<p>⇒ CROSSA : 196</p> <p>⇒ POMPIERS : 18</p> <p>⇒ SAMU : 15</p>
--

- Permanence technique : **02 97 30 30 40** ou **06 02 15 92 70**
En cas de non réponse Administrateur d'astreinte : **06 72 71 45 48**
- Cabinet médical de Quiberon : **02 97 30 52 18**
- Sémaphore St Julien : **02 97 50 09 35**
- Capitainerie du Port Haliguen : **VHF 09** ou **02 97 50 20 56**

Article 12 : Affichage et accès à l'information

L'affichage concernant le DSI est visible au tableau d'affichage du service technique et du bâtiment formation.
Un kit d'information est disponible pour les encadrants à la réception du service technique et au service accueil.

Article 13 : sanctions en cas de non-respect

La direction de l'ENVSN se réserve la possibilité de prendre, à l'égard des stagiaires et des usagers qui méconnaîtraient les dispositions du présent DSI, toute sanction utile (avertissement, interdiction temporaire ou définitive d'accès à la structure, exclusion de l'Ecole...)

Article 14 DSI Itinérant pour les activités organisées hors ENVSN

Les activités organisées hors ENVSN sont les activités

- qui ne démarrent pas à l'ENVSN
- qui ne finissent pas à l'ENVSN
- qui sont organisées hors ENVSN

Ces activités concernent les activités suivantes ;

- Glisse autotractée et disciplines associées
- Surf et disciplines associées
- Canoé kayak et disciplines associées
- Croisière côtière et hauturière.
- Les déplacements sur les entraînements et compétitions.

Avant chaque sortie, le RTQ prend connaissance

- Des services d'urgence appropriés (pompiers, samu, CROSS.... La fiche appel est présente dans les véhicules de l'ENVSN.)
- des moyens de secours appropriés à sa zone d'activité.
- Des structures nautiques présentes sur zone
- Des spécificités et des dangers du plan d'eau, de la météo, et des marées.

Le RTQ vérifie et utilise le sac de premiers secours lors des activités organisées hors ENVSN.

Le RTQ utilise le moyen de communication le mieux adapté pour prévenir les secours.

Le RTQ prévient l'administrateur de service en cas d'incident

Le RTQ veille à la préparation de son matériel, en prévenant 15 jours avant son activité, le service technique de son projet d'activité.

Exemption n° 1 – (Moyen lumineux) - article 240-2.03 (sous réserve de validation de la commission centrale de sécurité des navires)

Activités organisées concernées : Enseignement, formation, découverte, entraînement, compétition et plan d'eau surveillé.
Résumé : Les voiliers de moins de 250 kg, les planches à voiles, les planches à propulsions humaines et les planches aérotractées (kiteboard) sont dispensés des moyens lumineux individuels ou collectifs (lampe torche, flash light...).
En contrepartie, les bateaux d'encadrement et d'intervention doivent être équipés d'une VHF.

Armement de sécurité

Support concerné : Voiliers < 250 kg, planches à voile, les planches à propulsions humaines et planches aérotractées
Domaine d'application de l'exemption Activité organisée (d'enseignement, de découverte, d'entraînement et de compétition ou plan d'eau surveillé) < 2 M d'un abri
Règles Division 240 <ul style="list-style-type: none">• article 240-2.03 Matériel d'armement et de sécurité basique §2 dispositif lumineux• article 240-2.14 Exemptions au matériel de sécurité• article 240-2.11 Conditions d'utilisation des planches à voile, planches aérotractées et planches nautiques à moteur
Exemption Les voiliers de moins de 250 kg, les planches à voile et les planches aérotractées sont dispensés des moyens lumineux individuel ou collectif prévu à la Division-240-2.03 et 240-2.11.
Conditions d'application Navigation diurne, Respect du code du sport; Présence sur le plan d'eau et à proximité des pratiquants exemptés, de bateaux d'encadrement et d'interventions (BEI) en nombre suffisant et de puissance suffisante pour assurer la sécurité de l'activité considérée ; Présence effective, à bord des bateaux d'encadrement et d'intervention, du personnel d'encadrement qualifié et en nombre suffisant pour assurer la sécurité de l'activité considérée ; L'emport par chacun de ces bateaux d'encadrement et d'intervention d'une VHF ; En outre, l'ENVSN mettra en place les mesures d'information à destination des pratiquants de la planche aérotractée (Kiteboard) de l'obligation qui leur est faite, dans le cas d'activité autres qu'encadrées, d'emporter un dispositif de repérage lumineux individuel conforme à la réglementation et de noter leur numéro de téléphone sur leur aile.

Exemption n° 2 – (Pavillon National) - article 240-2.03 (sous réserve de validation de la commission centrale de sécurité des navires)

Les voiliers et les BEI dont le poids est inférieur à 250 kg et portant un numéro de voile FRA ou sur le moteur du BEI sont dispensés du port du pavillon national lors de navigations en dehors des eaux territoriales françaises.
En contrepartie, ils devront arborer les termes FRA dans la grand-voile ou sur le moteur HB.

Pavillon national

Support concerné : Voiliers < 250 kg
Domaine d'application de l'exemption Navigation en dehors des eaux territoriales
Règles Division 240 <ul style="list-style-type: none">• article 240-2.03 Matériel d'armement et de sécurité basique §8 En dehors des eaux territoriales, le pavillon national doit être arboré• article 240-2.14 Exemptions au matériel de sécurité
Exemption

Les navires d'un déplacement inférieur à 250 kg identifiés conformément à l'annexe G des Règles de Course à la Voile-World Sailing, (arborant dans la grand-voile les lettres de nationalité FRA), sont dispensés de pavillon national, prévu par l'article 240-2.03

Conditions d'application

Respect de la réglementation World Sailing-Identification.

Exemption n° 3 – (matériel de sécurité) - article 240-2.03 (sous réserve de validation de la commission centrale de sécurité des navires)

Activités organisées concernées : Enseignement, formation, découverte, entraînement et de compétition

Résumé : Les voiliers de moins de 250 kg et planche à voile ou planche aérotractée peuvent naviguer jusqu'à 6 milles d'un abri avec le matériel de sécurité exigé par la catégorie basique.

En contrepartie, les bateaux d'encadrement et d'intervention ont l'équipement côtier et sont équipés d'une VHF et les pratiquants portent en permanence un équipement individuel de flottabilité 50N (100N pour les personnes de moins de 30 kg) ou une combinaison de protection.

Armement de sécurité

Support concerné :

Voiliers < 250 kg

Domaine d'application de l'exemption

Activité organisées (d'enseignement, de formation, de découverte, d'entraînement et de compétition) < 6 M d'un abri

Règles

Division 240

- article 240-2.04 Matériel d'armement et de sécurité côtier
- article 240-2.14 Exemptions au matériel de sécurité

Exemption

Les navires de moins de 250 kg, les planches à voile ou planches aérotractées sont dispensés de l'armement de sécurité complémentaire prévu par la Division 240-2.04, ils embarquent seulement le matériel de sécurité basique (article 240-2.03)

Conditions d'application

Navigation diurne ;

Port d'un équipement individuel de flottabilité 50N ou d'une combinaison de protection ;

Respect du code du sport;

Présence effective, à bord des bateaux d'encadrement et d'intervention, du personnel d'encadrement qualifié et en nombre suffisant pour assurer la sécurité de l'activité considérée ;

L'emport par chacun de ces bateaux d'encadrement et d'intervention d'une VHF

Les bateaux d'encadrement et d'intervention ont l'équipement de la catégorie côtier.

Exemption n° 4 - (Sifflet) – article 240-2.03 (sous réserve de validation de la commission centrale de sécurité des navires)

Activités organisées concernées : Enseignement, découverte, formation, entraînement, compétition.

Résumé : Le sifflet peut être retiré des équipements de flottabilité et en particuliers ceux de 100N utilisés pour les enfants de moins de 30 kg.

En contrepartie, un encadrement proche équipé d'une VHF doit être présent.

Equipeement individuel de flottabilité

Support concerné :

Voiliers.

Domaine d'application de l'exemption

Activité organisée ; Enseignement, formation, découverte, entraînement et compétition

Règles

Division 240

- article 240-2.03 Matériel d'armement et de sécurité basique.
- article 240-2.14 Exemptions au matériel de sécurité.
- article 240-2.16 Caractéristiques des équipements individuels de flottabilité.

Division 311 Equipements marins.

Exemption

Les équipements de flottabilité destinés aux stagiaires/ compétiteurs sont dispensés de dispositif de signalisation sonore.

Conditions d'application

Navigation diurne ;

Présence d'un bateau d'encadrement et d'intervention équipé d'une VHF

Présence effective, à bord des bateaux d'encadrement et d'intervention, du personnel d'encadrement qualifié et en nombre suffisant pour assurer la sécurité de l'activité considérée ;

L'emport par chacun de ces bateaux d'encadrement et d'intervention d'une VHF

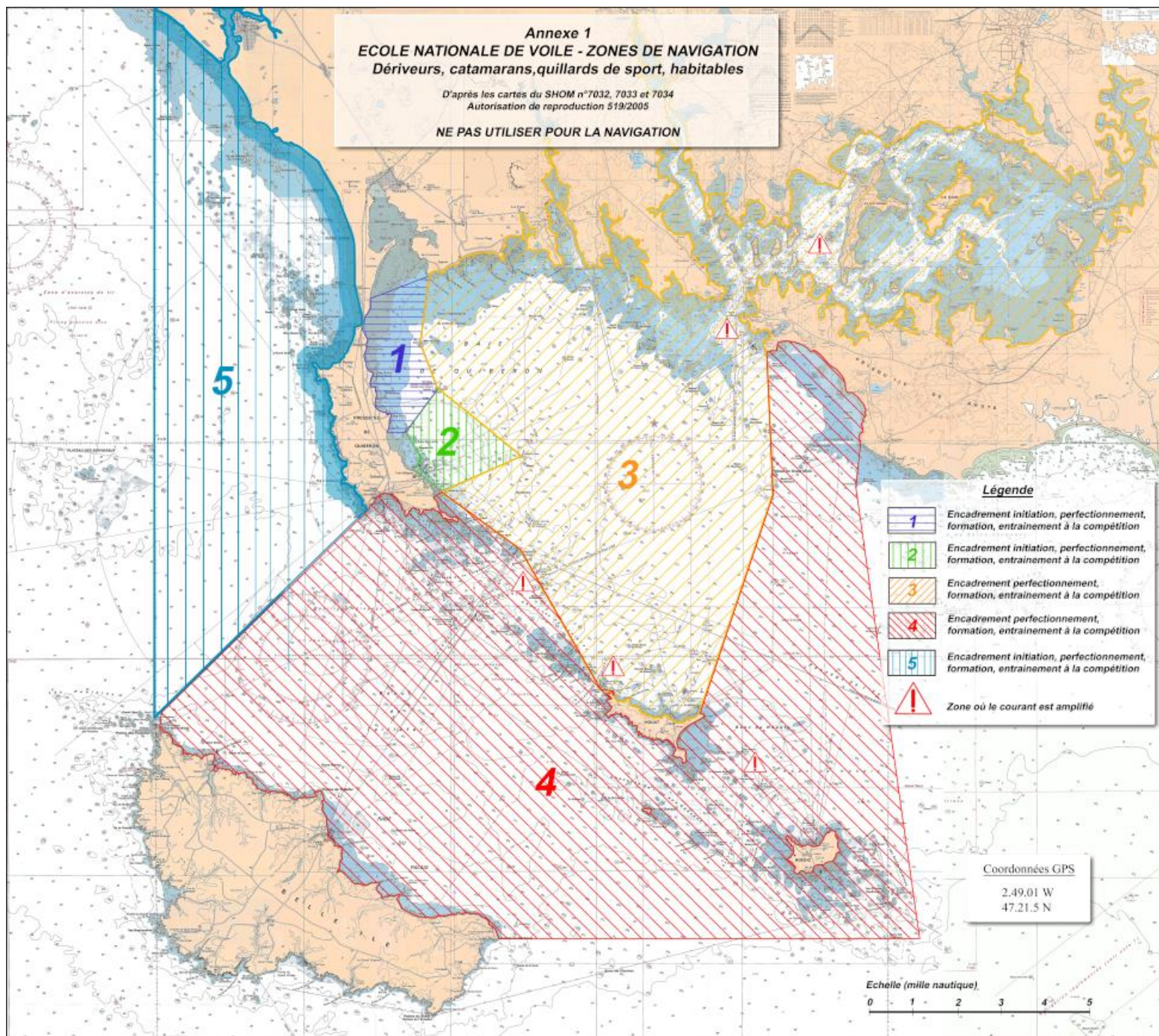
Annexes au Dispositif de sécurité et d'intervention (DSI)

Annexe 3.1 : zones de navigation voile

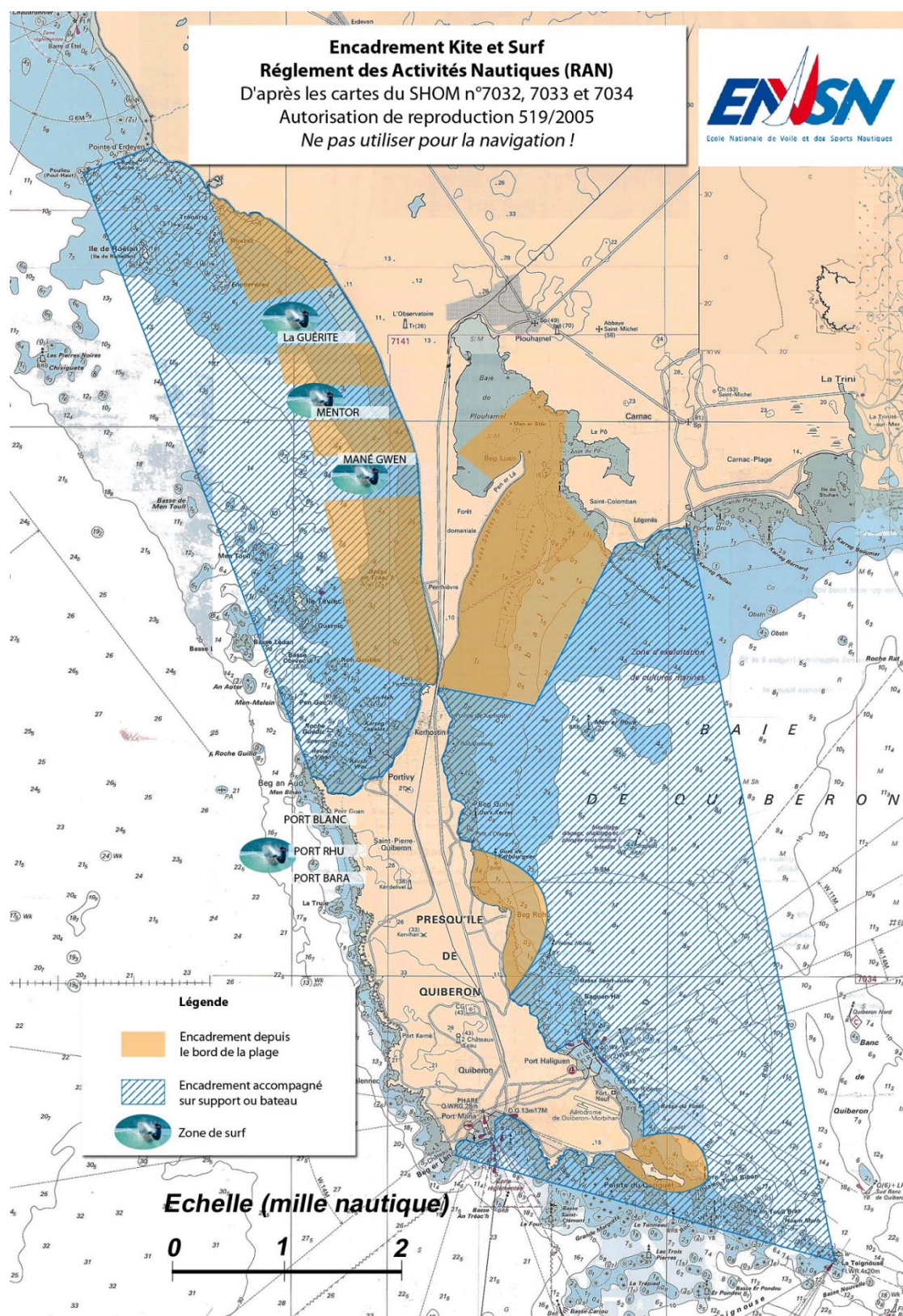
Annexe 3.2 : zones de pratique surf et kitesurf

Annexe 3.3 : implantation des parcs de captage des huîtres dans la baie de Quiberon

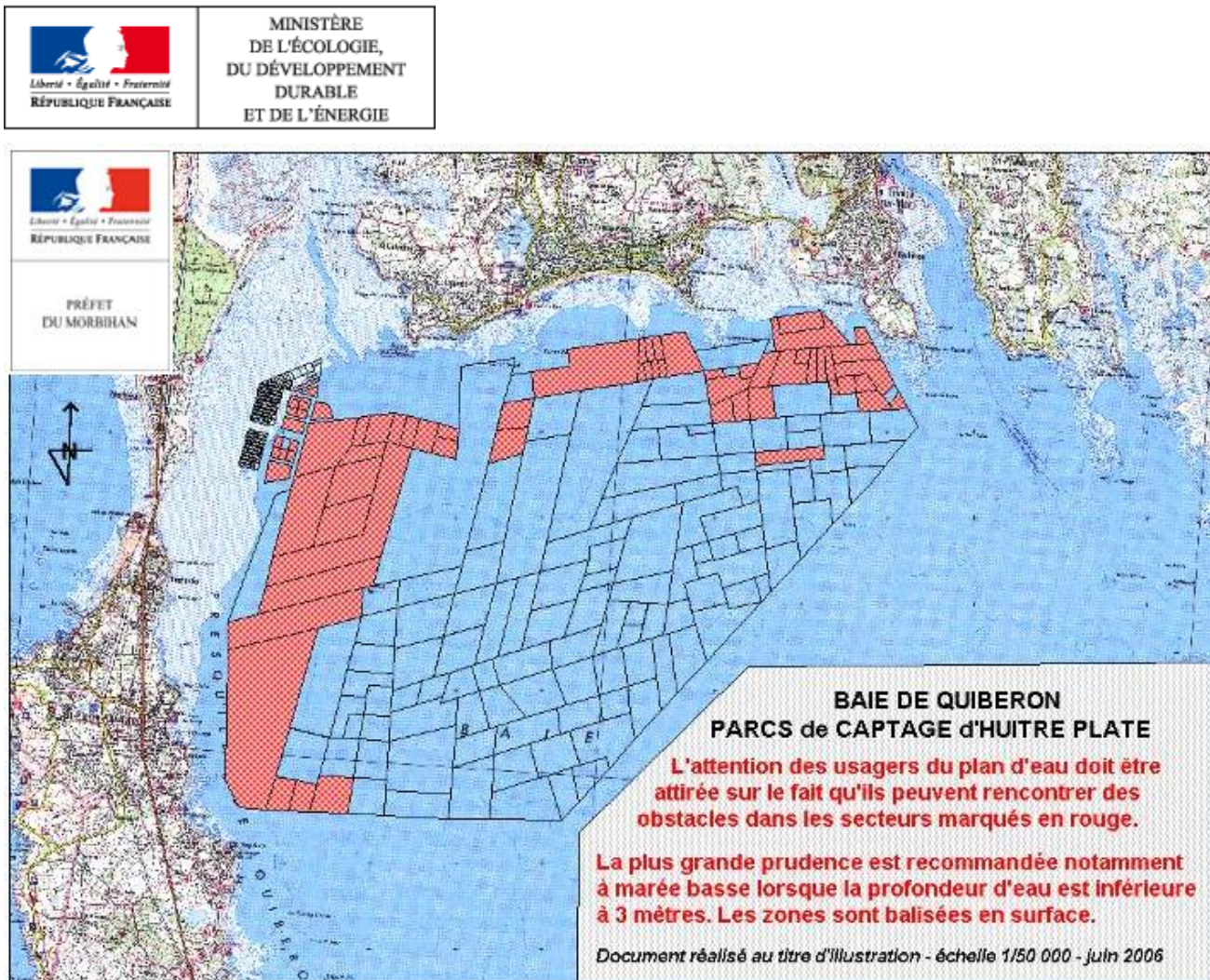
Annexe 3.1 Dispositif de sécurité et d'intervention (DSI)
Zones de navigation pour les supports voile
Dériveur, catamaran, quillards de sport, habitables



Annexe 3.2 Dispositif de sécurité et d'intervention (DSI) Zones de pratique encadrée pour les supports kitesurf et surf



Annexe 3.3 Dispositif de sécurité et d'intervention (DSI)
Implantation des parcs de captage des huîtres dans la baie de Quiberon



Annexe n°4 :

Règlement relatif à l'utilisation de la salle de sport de l'ENVS

Ce règlement s'applique à l'ensemble des personnes fréquentant la « salle de musculation » de l'ENVS. Son accès est subordonné à la délivrance d'une autorisation préalable du chef d'établissement (par le service accueil) ; à l'acceptation du présent règlement et au règlement du coût de la réservation.

1 Accès

La salle est accessible de 7h00 à 21h00.

L'accès est réservé en priorité aux sportifs et stagiaires résidents sur l'Etablissement.

L'accès est réservé en priorité et dans cet ordre :

- aux membres des équipes de France Olympiques
- aux membres des équipes sportives professionnelles
- aux membres des équipes de France non olympiques
- aux stagiaires de l'ENVS

La présence des mineurs est soumise à l'autorisation du responsable du groupe et engage sa responsabilité. Les mineurs doivent être obligatoirement accompagnés de leur encadrement.

Un effectif maximum par créneau de 21 personnes doit être respecté dans la salle.

2 Responsabilités

Chaque groupe utilisateur désignera un responsable qui se fera connaître auprès du service accueil et du service sport. Les qualifications en lien avec l'utilisation de la salle pourront être exigées. Le responsable se verra remettre par le service accueil d'un transpondeur d'accès. Ce transpondeur sera restitué à la fin du séjour ou de l'utilisation.

La salle et son matériel sont réputés en bon état. Toutefois, si le responsable du groupe constate une détérioration, il devra le signaler auprès du service sport ou du service accueil.

3 Interdictions

Il est interdit :

- de manger dans l'enceinte
- d'utiliser la salle seul
- de laisser des débris
- de se suspendre aux montants non prévus à cet effet
- de déplacer des appareils
- de faire pénétrer des animaux dans la salle
- d'afficher des informations non validées par l'établissement
- de manipuler de manière inappropriée les équipements liés à la sécurité des lieux

4 Utilisation – Tenue – Comportement

Le port d'une tenue de sport propre décente et complète est obligatoire.

Chaque utilisateur devra être en possession d'une serviette individuelle pour utiliser les appareils.

Avant de quitter les lieux, les utilisateurs devront s'assurer obligatoirement de la bonne fermeture des ouvrants. En outre, toutes les lumières devront être éteintes.

Le respect des personnes et du matériel s'impose à tous. Tout comportement irrespectueux ou portant atteinte à l'intégrité physique ou morale des personnes, pourra faire l'objet de poursuites et d'interdiction d'utiliser la salle.

5 Dégradations – Dommages – pertes – Vols

Toute dégradation, dommage, perte ou vol des biens de la salle ; engage la responsabilité de son auteur et de l'organisme dont il relève.

La perte ou la non restitution du transpondeur d'accès de la salle sera facturée 50 euros par transpondeur.

6 Dispositions particulières

Ce règlement spécifique s'impose et constitue une annexe du règlement intérieur de l'ENVSN ; il est susceptible de modifications par la Direction de l'ENVSN.

La direction de l'ENVSN est habilitée à prendre toutes les mesures nécessaires à l'encontre des contrevenants et se réserve le droit d'interdire l'accès à la salle.

L'ENVSN déclinera toute responsabilité en cas d'incidents ou d'accidents survenant dans la salle dus au non-respect du présent règlement.